

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 13/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TEINTURERIE DE LA JUSTICE

147, rue J-J Rousseau
BP 352
59056 Roubaix

Références : 15042025_TEINTURERIE DE LA JUSTICE_ROUBAIX
Code AIOT : 0007000930

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2025 dans l'établissement TEINTURERIE DE LA JUSTICE implanté 147, rue J-J Rousseau BP 352 59056 Roubaix. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Ce site a fait l'objet de dépassements importants sur les paramètres température et pH les années précédentes.

L'inspection est réalisée à l'occasion de la campagne de contrôles inopinés réalisée au titre de l'année 2025 et diligentée par l'inspection de l'environnement.

Le contrôle porte sur le rejet des eaux industrielles issues de l'activité de teinturerie et sur les mesures de prévention du risque incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEINTURERIE DE LA JUSTICE
- 147, rue J-J Rousseau BP 352 59056 Roubaix
- Code AIOT : 0007000930
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Teinturerie de la Justice est une société spécialisée dans le secteur d'activité de l'ennoblissement textile.

Elle est soumise au régime de l'autorisation au bénéfice des droits acquis sous la rubrique 2330.1 - teinture, impression, apprêt, enduction, blanchiment et délavage de matières textiles - pour une quantité maximale de fibres traitées de 9,5 tonnes par jour.

L'activité est encadrée par arrêté du 23/05/2002 complété par arrêté du 27/03/2012, et modifié par les arrêtés du 18/10/2017 et du 29/04/2020.

L'établissement fonctionne en 2x8 du lundi au vendredi.

Thèmes de l'inspection :

- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Valeurs limites d'émission	AP Complémentaire du 18/10/2017, article 8.4.	Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention des risques et sécurité	AP Complémentaire du 23/05/2002, article 19.4.2.	Sans objet
2	Prévention des risques et sécurité	AP Complémentaire du 23/05/2002, article 19.4.3.	Sans objet
3	Prévention des risques et sécurité	AP Complémentaire du 23/05/2002, article 19.4.4.	Sans objet
4	Prévention des risques et sécurité	AP Complémentaire du 23/05/2002, article 19.5.1.	Sans objet
5	Prévention des	AP Complémentaire du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	risques et sécurité	23/05/2002, article 19.8.	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant poursuit son plan d'action en lien avec l'agence de l'eau afin d'améliorer les aspects quantitatifs et qualitatifs de ses prélèvements et de ses rejets en eau. Il est demandé à l'exploitant d'informer régulièrement l'inspection de sa mise en place.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des risques et sécurité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/05/2002, article 19.4.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des systèmes de sécurité
Prescription contrôlée : Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sûreté de l'installation, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants pour la sûreté et pour permettre la mise en état de sûreté de l'installation. Les documents relatifs aux contrôles et à l'entretien liés à la sûreté de l'installation sont archivés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une année.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection les documents suivants : - le rapport d'intervention préventive sur la détection incendie, les déclencheurs manuels et sur le signal d'évacuation. L'intervention a été réalisée par la société DEF le 10/12/2024. Le rapport a conclu que le système est en bon état de fonctionnement. - le certificat N4 des extincteurs daté du 05/04/2024. Ceux-ci ont été entièrement remplacés par des appareils neufs (56 au total).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des risques et sécurité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/05/2002, article 19.4.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Connaissance des produits – Etiquetage
Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans les installations, en particulier, les fiches de données de sécurité prévues par le code du travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractère très lisible le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection un document numérique donnant la liste des produits chimiques présents sur le site avec les fiches de données de sécurité (FDS) associées (hyperlien vers la FDS). Lors de la visite des lieux de stockages des produits chimiques, l'inspection a constaté que les contenants de ces produits portent en caractère lisible le nom des produits et les symboles de danger.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des risques et sécurité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/05/2002, article 19.4.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Registre entrée / sortie
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux (tels que définis par l'arrêté ministériel du 20 avril 1994 relatif à la classification et à l'étiquetage des substances) stockés, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. La présence de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.
Constats : L'inspection a constaté que l'exploitant tient un système « ERP » pour gérer le stock de produits dangereux. Ce système fait l'objet d'une refonte totale de la part de l'exploitant. Le nouvel ERP indiquera le lieu de stockage des produits dangereux. Une technologie de stockage à base de QR code sera mise en place. L'exploitant a présenté à l'inspection diverses maquettes du futur système. L'inspection a constaté la présence de plan de stockage dans les 2 magasins de stockage (un stockage de liquides sur bacs de rétention jouxtant l'atelier au rez-de-chaussée et un magasin pour les autres produits, comme les colorants, à l'étage). L'inspection n'a pas constaté de matières dangereuses stockées dans d'autres lieux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des risques et sécurité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/05/2002, article 19.5.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance des installations électriques
Prescription contrôlée : [...]

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixées par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

Notamment, une vérification de la conformité des installations et matériels électriques avec les dispositions ci-dessus doit être effectuée annuellement par un technicien compétent.

[...]

L'alimentation électrique des équipements vitaux pour la sécurité doit pouvoir être secourue par une source interne à rétablissement.

Les unités doivent se mettre automatiquement en position de sûreté si les circonstances le nécessitent, et notamment en cas de défaut de l'énergie d'alimentation ou de perte des utilités.

[...]

Constats :

Constats

L'exploitant a fourni à l'inspection le compte rendu de vérification périodique des installations électriques, Q18. La vérification a été réalisée par l'organisme SOCOTEC, autorisée par le CNPP sous le n°052/18 les 21 et 22 janvier 2025 conformément au référentiel APSAD D18. La précédente vérification a eu lieu le 10 janvier 2024.

Le certificat Q18 mentionne que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. Aucun point de non-conformité n'a été relevé.

L'alimentation électrique des équipements vitaux est secourue par une source secondaire, comme le mentionne le rapport d'intervention préventive de la société DEF du 10/12/2024. Les installations disposent de dispositifs de protection contre les surintensités.

L'inspection constate sur ce rapport que la consommation et l'autonomie des sources secondaires et que les dispositifs de protection ne présentent aucun danger.

Le même rapport indique également l'absence de locaux à risque incendie ou d'explosion dus à un mauvais fonctionnement des dispositifs assurant la signalisation ou la coupure au 1er défaut d'isolement ou à un défaut de protection des circuits alimentant ces locaux ou zones par dispositifs à courant différentiel résiduel de seuil égal à 300 mA.

L'inspection a constaté la présence de système d'arrêt d'urgence « coup de poing » sur les machines situées dans l'atelier.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des risques et sécurité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/05/2002, article 19.8.
Thème(s) : Risques accidentels, Détections en cas d'accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des détecteurs d'atmosphère inflammable, explosive ou / et d'incendie sont judicieusement répartis dans l'usine.</p> <p>Les indications de ces détecteurs sont reportées en salle de contrôle ou en salle de garde et actionneront :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Dans tous les cas un dispositif d'alarme sonore et visuel * Dans certains cas un système de protection particulière (par exemple, déclenchement d'un Arrosage). <p>La fermeture des portes sera asservie à des détecteurs autonomes déclencheurs placés en partie supérieure et de part et d'autre de la paroi coupe feu.</p> <p>Des contrôles périodiques devront s'assurer du bon état de fonctionnement de l'ensemble de ces dispositifs.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier contrôle périodique de la détection incendie date du 10/12/2024 (cf. prescription n°1). La détection a été jugée en bon état de fonctionnement.</p> <p>Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté la présence de détecteurs dans chaque zone : magasin de stockage, ateliers de production. Ces détecteurs sont de différents types : détection de fumée, détection de chaleur, détection directement sur machine.</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'un dispositif d'alarme.</p> <p>L'inspection a constaté la présence de porte coupe feu dans chaque zone des installations. L'asservissement des portes a été contrôlé le 10/12/2024 par la société DEF (rapport d'intervention fourni à l'inspection et jugé en bon état de fonctionnement).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/10/2017, article 8.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, après traitement in situ et avant raccordement au réseau d'assainissement aboutissant à la station d'épuration de Lille CU Wattrelos, les valeurs limites en concentration, débit et flux ci-après définies :

Paramètre	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)	Concentration (mg/l) Moyennes mensuelles	Flux journalier (kg/j) Moyennes mensuelles
MES	500	300	300	150
DCO	2000	1200	1500	750
DBO5	800	480	600	300
Azote global	50	30	-	-
Phosphore total	20	10	-	-
Métaux totaux*	10	6	-	-
AOx	5	3	-	-
Hydrocarbures totaux	10	6	-	-

- Température inférieure à 30 °C
- pH compris entre 5,5 et 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline)
- Modification de coloration du milieu récepteur inférieure à 100 mg Pt/l (NF EN ISO 7887)

Constats :

Les 2 derniers contrôles inopinés relevaient :

- 2023 : un dépassement de VLE sur les paramètres azote global, hydrocarbures totaux, température et pH.

- 2024 : un dépassement de VLE sur le paramètre température (35,7°C).

Le rapport du contrôle inopiné du 15 au 16/04/2025 montre un dépassement de VLE sur le paramètre température (34,4 °C).

La VLE des paramètres azote global et hydrocarbures totaux est respectée depuis 2 ans.

L'exploitant poursuit un plan d'action avec l'agence de l'eau sur les aspects qualitatif et quantitatif de son rejet. L'objectif est de réduire les prélèvements dans la nappe du calcaire carbonifère tout en respectant un état sanitaire correct de son rejet eau.

L'inspection considère à ce stade que l'exploitant a mis en place une action pour résoudre les non-conformités récurrentes sur son rejet eau et que celle-ci est en cours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fournit régulièrement à l'inspection l'état d'avancement du plan d'action avec l'agence de l'eau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 12 mois